

Le plurilinguisme, un enjeu pour l'école, un enjeu pour l'intégration sociale en Europe.

En tant que représentant des Echanges Franco-Allemands, je souhaite me faire l'écho de nos comités régionaux dont les membres s'inquiètent de l'avenir des échanges. Il dépend en effet des structures d'enseignement offertes à nos élèves, étudiants, apprentis, futurs adultes qui participeront aux rencontres internationales, aux échanges avec l'Allemagne en particulier.

1- Quelques éléments de réflexion sur l'enseignement des Langues Vivantes en France

depuis son introduction en primaire en 1989 et sur la cohérence de l'offre pendant toute la scolarité: Plurilinguisme ou massification et uniformisation? - (d'après article paru dans le numéro de 'Politis' du 22 mars 2016: <https://www.politis.fr/articles/2016/03/plurilinguisme-un-enjeu-pour-lecole-34366/>)

2- Situation de l'enseignement des langues après la réforme des collèges et initiatives des EFA.

Demandes exprimées lors de l'audience du 28.09.2016 au Ministère de l'Education Nationale de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur:

- * quels sont les moyens prévus pour la poursuite et l'évaluation de la mission de "veiller à la promotion et au renforcement de l'apprentissage de l'allemand sur tout le territoire français", confiée en juin 2015 à Sandrine Kott, déléguée ministérielle non remplacée depuis juin 2016?
- * la nécessité d'une information officielle nationale des élèves et des parents avant le choix de la LV en primaire
- * utiliser les compétences acquises en anglais depuis le CP pour introduire la 2e langue dès le cycle 3 (CM1, CM2, et 6e depuis la réforme).
- * l'avenir des langues vivantes autres que l'anglais et l'espagnol en lycée d'enseignement général et surtout en lycée professionnel;
- * le devenir des séjours pédagogiques et séjours de formation professionnelles à l'étranger; quelles structures permettront de garantir la continuité de l'apprentissage de l'Allemand et la poursuite des échanges scolaires entre la France et les pays germanophones?

3- Etat des lieux et perspectives du 'Franco-Allemand'

- * Conforter le tissu social franco-allemand sur la base du socle de 50 années d'échanges suivis entre la France et l'Allemagne (entre autres ex. manifestations réciproques de solidarité lors des attentats dans les deux pays).
- * Continuer à faire vivre les institutions qui y contribuent: les 'Goethe' Instituts, l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse, l'Université Franco-Allemande, la Maison Heinrich Heine à la Cité Universitaire internationale, les associations franco-allemandes de la société civile etc.

4- En débat: quelques propositions d'actions avec les parents et la société civile

dès la nomination des ministres chargés de l'Education nationale, des Affaires Etrangères et Européennes, de la Culture.

- * pour l'équité et la liberté du choix d'une LV, il faut que la politique éducative reste nationale;
- * exiger une analyse des conséquences de la réforme sur la rentrée de 2016, un bilan des nouvelles dispositions et de leurs répercussions prévisibles dès 2017 sur les rentrées suivantes;
- * obtenir une nécessaire inflexion des nouvelles dispositions pour garantir l'ouverture sur toutes les langues;
- * une réflexion approfondie sur la cohérence de l'enseignement des langues pendant toute la scolarité et les études: offrir plusieurs langues et donner la possibilité de diversifier et d'intensifier les apprentissages selon les projets personnels et les orientations professionnelles;
- * susciter avec les EFA et ses partenaires une volonté politique claire qui favorise la compréhension des autres cultures européennes par un enseignement diversifié des langues en France;
- * conforter l'allemand dans le plein respect des engagements pris par tous les gouvernements depuis le Traité de L'Elysée de 1963.

Dans cet esprit, les Echanges Franco-Allemands proposent à tous les acteurs du franco-allemand d'organiser en 2018 une initiative nationale destinée à infléchir le cours actuel de la réforme, maintenir les langues des échanges internationaux de nos élèves et futurs adultes européens pour contribuer ainsi à leur insertion professionnelle et sociale en France et en Europe.